

7 Jours

Filpac CGT

N°87 – 12-5-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade
Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)
Filpac CGT - 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Et pourquoi pas tous ensemble ? Les Fonctionnaires ont bien raison de manifester le 15 mai, comme les Cheminots le 22 mai et les Retraités le 3 juin. Ce dont nous souffrons tous, c'est bien de l'austérité et de ce maudit Pacte, Des contreparties ? Le patronat et le gouvernement à son service exclusif ne céderont que par l'action. Les licenciements et les destructions d'usines continuent, tous les jours. ArjoWiggins, Alstom, Bouygues... Face à des patrons et un gouvernement rassemblés pour imposer l'austérité, la Filpac CGT appelle à se saisir de toutes les opportunités de riposter. Suite au 12 avril et au 1^{er} Mai, « Tous ensemble, ouais » Pour nos revendications, contre le Pacte Valls-Hollande-Gattaz, manifestons et agissons au même moment ! Voilà pourquoi la Filpac CGT appelle ses adhérents à se joindre au cortège du 15 mai contre le Pacte d'austérité !

« Nous vivons au dessus de nos moyens », affirme Valls. « Les hausses de salaires ne doivent pas s'éloigner de 1% », ajoute Gattaz. Pour le gouvernement et le patronat, l'austérité doit vider les poches des salariés pour remplir celles des patrons. **La preuve ?**



Pourquoi accepter l'austérité ? Pour enrichir les actionnaires, les rentiers et les propriétaires ?

Qui affirme que c'est aux salariés de payer les cotisations sociales des employeurs, qu'il faut modérer les salaires car le coût du travail serait trop haut, que les licenciements et le chômage sont nécessaires, qu'il faut en finir avec le modèle social français ? **Ceux qui ont les poches pleines !**

- **Pierre Gattaz**, patron du Medef, s'est augmenté de **29%** : sa rémunération ? **426 000 €**
- **Denis Kessler**, ex vice président du Medef, celui qui ordonne la casse du programme du Conseil national de la Résistance, se fait voter une augmentation de **28%** comme président de la réassurance SCOR : la part variable se monte à **1,3 million** d'euros, et le total à plus de **5 millions d'euros** avec les stock options et les actions.
- **Le PDG de Publicis**, Maurice Lévy, se verse un bonus de 4,5 millions d'€ après les 16 millions de 2012.
- **Arnaud Lagardère** jouit d'une rémunération de **2,4 million** plus un bonus de 1,6 million (+15%).
- **Patrick Kron**, le bradeur d'Alstom, a bénéficié d'une hausse de 11% en 2013, soit **2,55 millions**.
- **Carlos Ghosn**, touche comme patron de Renault **2,6 millions**, et comme président de Nissan **8,8 millions**.

A ces patrons, le gouvernement accorde le Crédit d'impôts (CICE) payé par la hausse de la TVA !

Les milliards d'allègement d'impôts et de cotisations sociales vont directement dans les poches des actionnaires. Pendant l'austérité, les licenciements sont quotidiens.

Ces gens-là, les décideurs de l'austérité, n'auront pas de cesse. Ils prévoient, par le Pacte, le démantèlement de la Sécurité sociale. Comment ? Par un transfert des cotisations patronales vers les salariés, qui seraient amenés à prendre des assurances privées... Pour ceux qui en ont les moyens.

Construisons un mouvement unitaire revendicatif, alternatif au libéralisme, suite au 12 avril et au 1^{er} mai

Ce que nous revendiquons pour l'immédiat :

- Arrêt du Pacte d'austérité qui nous entraîne vers le coma social ;
- Geler les plans dits sociaux, les plans de départs réputés volontaires, les licenciements ;
- Allouer à la Sécurité sociale un budget renforcé par une forte ponction sur les dividendes ;
- En finir avec les exonérations en tout genre dont les patrons bénéficient ;
- Relever le SMIC au niveau requis par les besoins du salarié, au moins 1 700 euros net.

Construire l'avenir social :

- Annuler la dette versée aux banques privées, et les placer sous contrôle des pouvoirs publics.
- En finir avec l'obligation pour l'Etat de n'emprunter qu'aux marchés financiers privés.
- User du droit de préemption et intégrer au patrimoine national les entreprises et les emplois menacés.
- Prendre les initiatives industrielles publiques pour mettre en chantier des travaux utiles socialement : équipements collectifs, logements, hôpitaux, crèches, écoles.